

30 juin 2022 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

CONFÉRENCE DE PRESSE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE À L'ISSUE DU SOMMET DE L'OTAN

Madame et Monsieur les ministres,
Madame l'ambassadrice,
Mesdames, Messieurs.

Je veux avant toute chose l'Espagne pour son accueil, la parfaite organisation de ce sommet, quarante ans après son adhésion à l'OTAN suite à la restauration de sa démocratie. La démocratie est aujourd'hui contestée partout dans le monde par des régimes autoritaires et des puissances hostiles. La démocratie qui, le peuple espagnol le sait, comme les autres peuples européens, est un acquis toujours fragile pour lequel il ne faut jamais abandonner le combat. Ce sommet nous a permis de clarifier, d'avancer résolument dans un contexte, nous le savons, inédit pour notre Europe depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, et ceci au service de ce bien démocratique que j'évoquais.

En effet, la situation que nous connaissons est d'une exceptionnelle gravité et nous y sommes tous collectivement confrontés. Le continent européen, depuis le mois de février dernier, n'est plus en paix et c'est le choix de la guerre qui a été fait par la Russie. C'est le premier constat dont le nouveau concept stratégique de l'OTAN prend acte. Vous vous en souvenez, en 2019, j'avais demandé avec force - parfois en bousculant les schémas établis pour que les choses bougent parce que c'était nécessaire - que l'Alliance conduise une réflexion stratégique en profondeur sur ses missions, ses objectifs et son rôle. Ce travail a été conduit — je veux en remercier le secrétaire général, remercier aussi toutes celles et ceux qui ont participé au rapport des Sages et aux avancées de ces derniers mois, et l'ensemble de nos ambassadrices et ambassadeurs — ce travail a ainsi abouti aujourd'hui à Madrid. Il permet de tirer les conclusions, d'orienter les décisions que nous prenons dans l'unité, la cohérence et la responsabilité, et face à la nouvelle réalité stratégique et sécuritaire que le retour de la guerre en Europe nous impose.

Tout d'abord, nous avons décidé unanimement, comme nous l'avons fait également il y a quelques jours au Conseil européen puis au G7, de renforcer notre soutien économique, humanitaire et militaire à l'Ukraine. Les alliés sont au rendez-vous de leurs responsabilités. Je l'ai dit il y a une dizaine de jours à Kiev au Président ZELENSKY : la France va livrer très rapidement les matériels dont l'Ukraine a besoin, notamment six canons Caesar supplémentaires, ainsi qu'une quantité significative de véhicules blindés pour se défendre face à l'agression brutale de la Russie. La guerre est rude, le Président ZELENSKY, qui est intervenu à ce sommet, nous l'a rappelé. Notre devoir est donc d'être à ses côtés. Nous avons été plusieurs à insister sur la nécessité de renforcer de manière très concrète et la plus rapide possible les livraisons d'armes, de munitions qui sont nécessaires à la résistance ukrainienne et à la reprise des territoires.

C'est une nécessité impérieuse, parce que si le coût des sanctions et du soutien massif que nous apportons, est, nous le savons, très important, il est le coût d'une guerre sur notre continent que nous n'avons ni voulue ni décidée. Il est aussi le prix à payer pour que l'Europe retrouve la paix. La Russie ne doit, en effet, pas l'emporter parce que c'est notre propre sécurité qui s'en trouverait alors directement menacée. Le coût de la guerre, les Ukrainiens le connaissent, le vivent dans leur chair. C'est pourquoi soutenir l'Ukraine, l'armée pour se défendre, rétablir sur le terrain les conditions d'une paix négociée que la Russie a clairement refusée, est une nécessité pour nous tous et pour nous-mêmes. C'est une nécessité aussi pour que les principes et les règles sur lesquels nous avons bâti depuis 1945 notre propre sécurité soient respectés. C'est pour cela — nous avons été plusieurs à le rappeler hier et aujourd'hui — que la guerre lancée par la Russie est non seulement une guerre sur le sol européen, mais une guerre qui touche tous les pays du monde en ce qu'elle vient bousculer les principes même de l'ordre international établis depuis 1945 : le respect de la souveraineté territoriale, de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale des Etats, la démocratie et le respect du droit international, le refus radical de la conquête de territoires par la force armée. A cet égard, nous devons aussi défendre les règles internationales qui seules permettent la paix et la stabilité.

Si le continent européen n'est plus en paix, l'Alliance atlantique, pour autant, n'est pas en guerre. Ce choix, lui aussi, a été clair dès le départ au sein de notre Alliance. La Russie porte seule la responsabilité de cette guerre, ainsi que les conséquences graves qu'elle impose au monde entier pour la sécurité énergétique et la sécurité alimentaire notamment. Je récusé ici une nouvelle fois les arguments que certains voudraient imposer, pour

faire croire que cette guerre et ses conséquences seraient liées à une hypothétique volonté de « l'Ouest », de « l'Occident » ou de l'OTAN, de s'imposer sur le reste du monde. C'est un mensonge qui cherche à inverser la réalité pour justifier une agression et tirer parti de ces conséquences. Il ne s'agit pas de « l'Ouest » contre le « reste », il s'agit de la guerre ou de la paix en Europe. La France, ses alliés, ses partenaires européens n'ont qu'un camp : celui de la paix, de la démocratie et du respect du droit international. C'est l'Ukraine qui aujourd'hui les défend de toutes ses forces. Elle ne fait pas partie de l'OTAN, l'article 5 ne s'applique pas, mais le combat qu'elle mène pour se défendre est le nôtre. Il en va de notre sécurité. Nous la soutiendrons donc aussi longtemps qu'il le faudra.

La deuxième décision que nous avons prise à ce sommet est le renforcement de notre posture de dissuasion et de défense. C'est le cœur de métier de l'OTAN, celui sur lequel la France a souhaité dès 2019 qu'elle se recentre et que le retour de la guerre en Europe a rendu nécessaire : la défense collective dans l'espace euro-atlantique. Nous avons acté le renforcement de la posture sur le flanc oriental pour assurer la sécurité de nos alliés et partenaires européens contre la menace que la Russie constitue désormais. Là aussi, la France prend toutes ses responsabilités et je veux saluer le rôle de nos armées dont la réactivité et l'efficacité face au retour de la guerre en Europe est exemplaire.

Notre contribution est vous le savez très importante, respectée, attendue et saluée par nos alliés. Cette carte ici en retranscrit les principaux éléments sur le flanc est. Nous poursuivons en soutien aux Etats baltes avec la mobilisation du groupe aéronaval et du porte-avions Charles de Gaulle, au travers aussi du déploiement du bataillon interarmées et de capacités de défense aérienne et antimissile en Roumanie où nous assumons le rôle de nation cadre. J'ai annoncé à Bruxelles, il y a quelques semaines à la fois nos décisions nouvelles et le maintien des capacités qui étaient déployées, en particulier en Estonie. Cette carte permet de retranscrire l'implication dans le cadre d'eFP de la France, des différentes mobilisations et évidemment ce que nous avons déployé en Roumanie dès la fin du mois de février. Je veux ici dire l'importance et la crédibilité de la France dans ce dispositif. Nous avons pris la décision d'être nation-cadre en Roumanie pour la première fois. Nous avons démontré notre réactivité à cet égard puisqu'il a fallu cinq jours entre la décision politique et le déploiement complet de nos troupes sur le terrain, ce qui montre cette réactivité si importante, et j'ai pu confirmer à l'occasion de ce sommet, notre volonté de renforcer encore notre dispositif pour répondre aux besoins de nos alliés européens en tant que de besoin, comme cela sera le cas au niveau d'une brigade en Roumanie. Comme pour les autres alliés qui sont nations-cadres pour les différents déploiements, la France a décidé de prendre cet engagement à l'égard de la Roumanie et de l'ensemble des alliés ; ce que fait figurer également cette carte.

Au-delà de cela, je veux ici rappeler que quand on parle de dissuasion de notre alliance, il ne faut jamais oublier sa composante nucléaire. L'Alliance atlantique est aussi une alliance nucléaire avec des capacités, et à ce titre, la France est évidemment un contributeur important compte tenu de notre statut d'Etat doté, de notre implication depuis le début de l'Alliance dans ce cadre. Mais nous le voyons bien, la guerre lancée par la Russie en Ukraine, c'est le retour de la guerre sur le sol européen, d'une guerre de haute intensité mais impliquant une puissance dotée. C'est pourquoi la crédibilité de l'OTAN, dans ce contexte, emporte également sa capacité nucléaire.

La troisième décision structurante prise à l'occasion de ce sommet concerne l'adhésion de la Suède et de la Finlande à l'OTAN. J'ai dès le départ fermement soutenu ce choix souverain fait par deux de nos partenaires européens au terme de processus démocratiques. Cette décision permettra de renforcer leur sécurité face à la menace dans leur voisinage immédiat et permettra également d'apporter une contribution très significative au vu des capacités de ces deux partenaires à notre posture collective et notre sécurité européenne. Nous avons pu faire ce pas qui était très important à l'occasion de ce sommet. J'en avais discuté il y a quelques semaines avec le président ERDOGAN que j'ai rencontré hier matin avant le début du sommet. Je me félicite que la Turquie ait finalement rejoint le consensus pour permettre de respecter le choix souverain de la Suède et de la Finlande.

À cet égard, le fait que ces deux pays aient décidé, malgré leur histoire et leurs traditions, de rejoindre notre alliance et que nous ayons pris cette décision, est le message stratégique le plus clair qui soit à la Russie et la signature du fait que la guerre décidée par le président POUTINE en Ukraine est une faute stratégique majeure, y compris pour lui-même. Il a réussi à ce que des Etats qui jusqu'alors étaient restés dans une posture parfois plus prudente ou plus en réserve à l'égard de l'alliance, décident d'eux-mêmes de la rejoindre. Le résultat très clair du choix délibéré unilatéral de la Russie de lancer une guerre aura été le renforcement de l'alliance et le renforcement entre Européens au sein de cette alliance.

Nous avons ce matin eu l'occasion d'échanger sur les menaces et défis auxquels nous sommes tous confrontés, en particulier le terrorisme, et sur la nécessité de respecter les intérêts de sécurité de chacun des alliés dans les décisions stratégiques que nous prenons, les exigences que nous portons, les responsabilités qui sont les nôtres, ainsi que le socle de valeurs et de règles sur lesquelles repose l'alliance atlantique. Nous avons parfois eu des discussions franches par le passé, en particulier avec la Turquie, sur ces sujets. Nous les poursuivons, parce qu'une alliance s'est faite pour cela, et que je suis attaché à la cohésion comme à la cohérence des

décisions et des actions qui sont les nôtres, mais j'ai pu ce matin rappeler également, d'une part, qu'il ne revient pas à l'OTAN de définir ce qu'est une action terroriste, d'autre part, que la lutte contre le terrorisme, nous avait impliqué et continue de nous impliquer, au Levant et dans la zone irako-syrienne. Nous avons d'une part une première victoire contre un califat territorial, la bataille contre Daesh et tous les groupes terroristes, qui demeure une priorité, notre priorité ; et d'autre part, la bataille contre le terrorisme au Sahel, dans le golfe de Guinée, dans la région du lac Tchad, également dans la région du Mozambique demeure une priorité pour la France et pour les alliés, et qu'en la matière, il ne faut en aucun cas relâcher nos efforts, mais continuer d'appuyer les États de la région qui prennent leurs responsabilités, ce qui a d'ailleurs donné lieu, comme vous le savez, à des choix de réorientation de notre dispositif. Je pourrais y revenir si vous le souhaitez dans le cadre des questions.

La quatrième décision que nous avons actée, je l'évoquais, est l'adoption du nouveau concept stratégique de l'Alliance. Ce concept, qui est un document fondamental pour une alliance militaire comme l'est l'OTAN, prend acte du nouvel environnement de sécurité créé par l'agression de la Russie contre l'Ukraine. Il consacre également la coopération structurante entre l'Union européenne et l'OTAN, sur laquelle je veux, ici, revenir. Nous connaissons tous les débats, souvent très vifs, qui ont eu lieu dans cette enceinte, sur la concurrence entre le renforcement de l'autonomie stratégique européenne et l'Alliance atlantique. Les faits viennent de démontrer que ces débats étaient parfois trop passionnés ou en tout cas, sont devenus moins utiles que naguère. La réalité, c'est que l'Europe a pris ses responsabilités face à la guerre, en adoptant des sanctions massives, en apportant un soutien économique, humanitaire et militaire décisif à l'Ukraine et en lui ouvrant la porte de la famille européenne par l'octroi du statut de candidat à l'adhésion, qui est venu apporter une pierre à l'édifice futur de sécurité européenne, dans laquelle les Européens prendront toute leur part. Et la réalité, c'est que le renforcement est nécessaire pour notre sécurité collective, comme l'est la fiabilité de l'engagement américain et canadien à l'égard des alliés européens. Nous avons fait la démonstration, ces dernières semaines, du renforcement mutuel de cette autonomie stratégique européenne et de l'Alliance atlantique. Les bouleversements que nous vivons transforment les réalités stratégiques, accélèrent, nous le voyons, les temps de décision et confirment la nécessité d'une défense et d'une souveraineté européenne renforcée, coopérant avec l'Alliance atlantique dont elle renforce la sécurité. Les échanges que nous avons pu avoir hier soir, grâce au travail de Pedro SANCHEZ, que je veux tout particulièrement remercier pour cela, ont permis de démontrer la cohérence entre l'Alliance atlantique et l'ensemble des Européens, qu'ils soient membres ou non de cette alliance. La discussion était à cet égard largement inédite.

Le concept stratégique consacre donc ce partenariat, et ce dans la droite ligne des orientations que nous avons actées avec le président BIDEN il y a quelques mois à Rome, en octobre dernier. Il permet aussi de tenir compte du rapprochement entre la Russie et la Chine à la faveur de la guerre, ainsi que des défis pour notre propre sécurité que ce partenariat ne fait que renforcer, et c'est l'autre aspect sur lequel je veux, ici, insister. Nous avons eu de longs débats pour évoquer le sujet de la Chine, nous étions revenus sur ce point-là il y a quelques semaines, ensemble à Bruxelles. La position de la France sur ce sujet, de même que celle de ses principaux partenaires et alliés est très claire : l'OTAN n'est pas une alliance contre la Chine. Elle est une alliance pour la paix et la défense collective dans l'espace géographique euro-atlantique. Mais il nous faut tenir compte, d'une part, des défis systémiques que pose la montée en puissance de la Chine dans cet espace et, d'autre part, de la contestation de l'ordre international que le partenariat entre la Chine et la Russie vise. C'est le sens même du concept stratégique que nous avons adopté. C'est également le sens des partenariats que nous bâtissons dans l'Indopacifique, au travers, là aussi, d'une stratégie que la France, dès le printemps 2018, puis l'Union européenne dans la foulée, deux ans plus tard, ont porté. La cohérence de nos propos ici, dans notre position, de ce qui a été porté dans le cadre de ce nouveau concept, se trouve être en continuité complète avec notre stratégie Indopacifique. Il y a un défi chinois, mais il n'y a pas une alliance qui veut s'opposer ou qui cherche un nouvel ennemi.

J'ai pu m'entretenir à l'occasion de ce sommet avec la première ministre de Nouvelle-Zélande, le président de la Corée du Sud. J'ai eu de nombreux échanges également en marge du G7, comme ici, des entretiens avec le premier ministre japonais et je recevrai demain, à Paris, le nouveau premier ministre australien pour poursuivre le renforcement de la stratégie de la France et de l'Europe dans la région, au service de la paix, du respect du droit, du développement et de la protection de l'environnement.

Voilà les quelques décisions principales sur lesquelles je souhaitais revenir, qui ont pu être prises à l'occasion de ce sommet et qui engagent l'avenir sur le long terme. Il y aura derrière un très gros travail de mise en œuvre. Nos alliés et nos partenaires savent pouvoir compter sur la France face aux menaces. Nous sommes là. Notre effort de défense nationale est reconnu et respecté. Nous n'avons pas attendu le retour de la guerre pour le mener, au demeurant, ce sont les choix que j'avais pris il y a cinq ans et que nous avons tenus avec précision et constance durant les années passées et que nous allons continuer de mener. Les actions, les initiatives que nous portons à l'échelle européenne comme internationale, sont les seules voies efficaces pour préserver notre sécurité et limiter l'impact de la guerre sur nos économies et nos vies. Cet effort que nous menons pour soutenir l'Ukraine pour qu'elle préserve sa souveraineté et son intégrité, pour que la Russie cesse cette guerre mortifère, est historique et impérieux pour nous-mêmes. Il en va là de l'essentiel, c'est-à-dire de la paix, du respect du droit et de la démocratie que j'évoquais en commençant mon propos. Je vous remercie et je vais

respect de droit et de la démocratie, que j'évoque en commençant mon propos. Je vous remercie et je vais maintenant répondre à vos questions.